

pas cette fois aux ouvriers ce qu'ils en pensent : on leur déclare tout de go qu'il faut aller aux élections et que la grève n'a maintenant pour objectif que la satisfaction des revendications.

Le pouvoir est à l'aise pour manœuvrer : accordant ici et refusant là de telle façon que les travailleurs cesseront la grève en ordre dispersé puisque les directions n'ont donné aucune indication pour conserver un front de lutte intact. Même la création de « Comités pour un gouvernement populaire » paraît abandonnée : Waldeck-Rochet ne les a pas mentionnés dans son discours dans le XIX^e arrondissement et l'*Humanité* n'en parle plus depuis l'annonce des élections.

Beaucoup de cégétistes et de militants du P.C. protestent, discutent, se posent des questions. Quelle que soit l'issue immédiate du mouvement il est exclu que, sans direction révolutionnaire, le prolétariat puisse venir à bout de la machine d'Etat bourgeoise, polie et rodée pendant des siècles. Mais de nouvelles vagues se produiront ; le mythe du prolétariat atomisé dans « la société de consommation » a volé en éclats et une nouvelle couche de militants, surtout des jeunes, veulent tirer les leçons de l'expérience qu'ils ont vécue.

Les dirigeants communistes se livrent et se livreront à maintes manœuvres pour reprendre en main les masses qu'ils influencent. La crise qui vient de s'ouvrir dans leur organisation ira en s'approfondissant car ce ne sont plus seulement des intellectuels qui sont troublés par les révélations du XX^e Congrès : c'est toute une couche de jeunes travailleurs et d'étudiants qui vient de faire sa propre expérience de l'opportunisme et de la décrépitude d'un P.C. en voie de social-démocratisation accélérée. Alors que des millions de travailleurs sont en grève et posent pratiquement le problème du pouvoir, le P.C.F. concentre ses attaques sur les « provocations gauchistes » et répond « amen » aux injonctions du gouvernement. A toutes les questions qui lui sont posées sur les mots d'ordre et les perspectives de la lutte, Georges Séguy (membre du Bureau Politique et secrétaire général de la C.G.T.) n'a qu'un refrain : ce sont les travailleurs eux-mêmes qui décideront. Autrement dit, nul besoin de parti ni même de syndicat. Quel plus bel exemple de désarroi devant l'ampleur d'un mouvement non prévu et non souhaité !

Mais lorsqu'il s'agit de freiner le mouvement et de capituler devant de Gaulle en troquant les occupations d'usine contre des bulletins de vote, on ne joue plus aux démocrates et les travailleurs ne sont pas consultés, le Bureau Politique décide pour eux.

La minorité révolutionnaire qui s'est affirmée et endurcie au cours des récentes luttes représente maintenant une force réelle ressentie comme telle par la direction du P.C.F. Son rôle peut être considérable dans l'approfondissement de la crise de ce Parti et le développement d'une tendance oppositionnelle de gauche dont l'apport sera décisif pour construire le Parti révolutionnaire de demain.

L. COUTURIER.

A PARAITRE dans quelques jours :

Numéro spécial de la revue

« QUATRIEME INTERNATIONALE » entièrement consacré à l'analyse de la situation française.

● Vivent les barricades !

● Premières leçons de la montée révolutionnaire de Mai 1968.

— La politique des groupuscules.

— Une revue de presse, etc.

LE REGIME COLONIAL MIS EN QUESTION, LUI AUSSI !

Le dernier remaniement ministériel voit les « Départements d'outre-mer » hériter d'un autre ministre. Le général Billotte s'en va : payant son incapacité ministérielle et sa lourdeur politique. Son successeur aura la tâche lourde. L'agitation qui a bouleversé l'échiquier des prévisions bourgeoises a en effet touché les travailleurs et les étudiants des pays sous domination française. Les renseignements que nous possédons sont sans doute très partiels, compte tenu de la difficulté actuelle des communications, et la radio gouvernementale ne donne guère les renseignements qu'elle obtient. L'on sait cependant qu'à la Réunion, à la Guadeloupe et à la Martinique, une opposition au régime d'oppression s'est manifestée de manière virulente. En sont l'illustration, les manifestations qui eurent lieu à Saint-Denis et qui nécessitèrent l'intervention de parachutistes français, les « troubles » que l'on sait s'être passés à Fort-de-France, les occupations de lycées à Pointe-à-Pitre. Il est certain que nous aurons l'occasion d'en reparler. A Paris même, des étudiants et des travailleurs émigrés voulant protester contre l'ordre établi qui maintient les « départements d'outre-mer » dans le giron du capitalisme français choisirent de le faire *pratiquement* en procédant à des occupations. Les lieux de ces occupations sont significatifs. Deux locaux d'organi-

sations fantoches au service des classes hégémoniques — antillo-guyanaises et françaises — furent occupées : l'AMI-TAG (1) et « Jeune Guyane ». Un troisième, encore plus hautement représentatif, puisqu'il s'agit du BUMIDOM (2), dont la haute spécialité est de régler l'importation (car c'est bien de cela qu'il s'agit) des travailleurs colonisés dont la présence dans leur propre pays serait trop dangereuse pour le pouvoir, et qui viennent constituer ici une bonne part du lumpen-prolétariat, dont la bourgeoisie espérait que son déracinement, sa faiblesse financière, lui feraient jouer le rôle de briseurs de grève.

Devant la détermination des travailleurs et des étudiants, que fit le pouvoir ? Ne cherchez pas longtemps, fidèles à de très vieilles habitudes de défense, il envoya sa police qui fit « évacuer » les locaux précités.

Face aux provocations de la police, les militants réagirent ; plusieurs d'entre eux sont, à l'heure où nous écrivons, encore gardés à vue par la justice. Il faut organiser la lutte pour la libération des camarades antillais emprisonnés. Une première étape est entreprise : la manifestation du vendredi 7 mai à Paris.

(1) Amicale des Travailleurs Antillo-Guyanais.

(2) Bureau de Migration des D.O.M.

LE BULLETIN DE VOTE J.C.R. :

J'ai voté pour le Socialisme en Mai 1968 sur les barricades et en participant à la grève générale

Malgré l'interdiction qui la frappe, la J.C.R. a organisé, à la veille du premier tour de scrutin, une campagne de dénonciation des élections. A cet effet, un bulletin de vote a été édité portant la mention :

**J'AI VOTE POUR LE SOCIALISME
EN MAI 68 sur les BARRICADES et
EN PARTICIPANT A LA GREVE
GENERALE.**

Nous reproduisons ci-dessous le texte qui se trouve au dos de ce bulletin.

Pendant les journées de Mai 1968, la bourgeoisie a eu peur. Les élections de juin la rassurent.

1) Parce qu'elles ramènent l'affrontement de classes sur le terrain de la légalité bourgeoise. En mai, à travers les comités de grève et les comités d'action on a vu s'ébaucher un nouveau pouvoir, le pouvoir des travailleurs dressé face au pouvoir de la bourgeoisie. En plusieurs points les grévistes, bien que freinés par leurs directions, étaient prêts à transformer la grève, de grève paralysante en grève active. Ils étaient prêts à remettre en marche la production sous leur propre contrôle et au service de la grève. Les patrons ont tremblé, le retour aux urnes les apaise.

2) Parce qu'elles constituent une super-

cherie en un escamotage de la grève. Pour les gaullistes, il s'agit d'en appeler à la majorité de la nation. Mais quelle majorité ? Quelle nation ? Par la magie du bulletin de vote et du découpage des circonscriptions, une poignée de magistrats, de flics et de curés pèsent autant et peut-être plus que dix millions de grévistes. Ceux qui sont « dissous », ceux qui n'ont pas 21 ans mais qui étaient les premiers dans la lutte, les travailleurs étrangers surexploités, tous ceux-là ne seront pas consultés !

Parce qu'aujourd'hui le pouvoir n'est plus dans un Parlement de vains bavards, mais dans les coulisses, dans les commissions, dans les pouvoirs spéciaux. Ceux qui aujourd'hui convoitent le Parlement ne convoitent que l'ombre du pouvoir.

Ces élections ne sont pas ordinaires. Elles ont pour but précis de briser le mouvement de lutte. Elles ont donc un caractère foncièrement réactionnaire. Elles constituent une trahison du sens de nos luttes et un escamotage de leurs fruits.

Sur les barricades, dans la rue et par la grève nous avons déjà voté pour le renversement du capitalisme et de son gouvernement d'assassins.

Sur le front de la lutte des classes, nous continuons le combat pour la révolution socialiste.